

Christian SAUTTER

JAPON, LE MODELE D'UNE ECONOMIE SANS CROISSANCE ET SANS DECLIN

22 mai 2010

Dès qu'il débarque à l'aéroport de Narita, le passager est impressionné par l'efficacité et la propreté du Japon. Le passage devant la police s'effectue rapidement, face à des agents attentifs à bien scanner le passeport, prendre la photo du visiteur et les empreintes électroniques de ses deux index. Rien à voir avec les longues queues de Roissy pour passer devant des agents qui se bornent à un regard distrait sur le nouvel arrivant. Les bagages sortent immédiatement et, moins d'une demi-heure après la sortie de l'avion, on peut prendre un taxi (cher car Tokyo est loin), un train rapide ou un bus qui vous dépose à la porte de votre hôtel.

De même, le métro et le RER sont immaculés, les agents sont sanglés dans de beaux uniformes, aident les voyageurs à utiliser les distributeurs de tickets (très performants par ailleurs, alors que le prix du trajet dépend des stations de départ et d'arrivée), veillent sur les quais que tout se passe sans heurt ni retard. Ne parlons pas des toilettes gratuites dans chaque station. Par contraste, planqués derrière d'épaisses parois de verre, nos braves agents de la RATP ou de la SNCF semblent avoir peur des usagers. Et le summum de l'ambition française est, maintenant, de construire un métro complètement automatique de 130 kilomètres autour de Paris, dans un pays où il y a 9% de chômeurs !

On peut mesurer la qualité de vie à la qualité des services publics. Au Japon, elle est remarquable. En France, elle se dégrade à grands pas. Pourquoi cette différence ? Affaire de prix et de mentalités. Les tarifs de transports sont élevés au Japon, mais le service, assuré par des entreprises publiques ou privées, est impeccable. En France, les prix sont tellement faibles qu'ils ne permettent pas de faire les nécessaires investissements de modernisation (par exemple pour l'accessibilité aux handicapés) et d'extension. Mentalités ? Le service public français est victime d'un couple criminel, libéralisme et corporatisme. Le fonctionnaire est supposé coûteux et inefficace. Et les syndicats, en écho, défendent des droits acquis qui sont souvent absurdes.

Corporatisme ? J'ai bondi en lisant qu'une parlementaire socialiste avait osé défendre le monopole des taxis parisiens sur la desserte de Roissy, où le service est d'une médiocrité si époustouflante que c'est le premier sujet dont parlent les étrangers débarquant ou vivant à Paris. La corporation des taxis est une des pires qui sévissent dans notre pays et l'on se souvient avec envie qu'un des premiers actes de la Révolution avait été de supprimer les corporations par la loi Le Chapelier.

Mais revenons au Japon qui devrait attirer nos condoléances apitoyées. Quasiment pas de croissance depuis vingt ans ! Une population qui vieillit si rapidement ! Un déficit public abyssal !

Balayons vite la question du déficit public record : la dette publique est détenue à 95% par les épargnants japonais, tandis que la dette française, bien moindre, est aux deux tiers entre les mains d'étrangers, dont on sait qu'ils sont plutôt fantasques. La dette japonaise est sûre car elle reste en famille.

Le Japon est le modèle d'une économie sans croissance et sans déclin, selon l'excellente expression du conseiller économique de l'ambassade à Tokyo. Nous pensons en France qu'une économie sans croissance est une économie soit malade, soit figée comme un mammoth dans sa gangue de glace. Le bon Schumpeter avait qualifié la croissance de « destruction créatrice ». Les Japonais viennent d'inventer la « destruction créatrice sans croissance ». Sous les coups de la concurrence chinoise, de nombreuses activités disparaissent, mais d'autres activités apparaissent, dans deux domaines.

Le premier est la « high tech ». Le Japon fait 20% de la recherche-développement du monde avec 2% seulement de la population. Il y consacre 3,6% de son PIB, contre 3,4% en Corée, 2,7% aux USA, 2,1% en France et 1% en Chine (2009, source : Ambassade de France au Japon). Cette priorité absolue des entreprises, qui résiste aux crises, est orchestrée par l'État : le plan à dix ans est défini par un comité que préside en personne le Premier ministre. Le Japon a la palme de la sobriété énergétique. Et les entreprises nippones fournissent plus de 70% du marché mondial (et en particulier des ateliers chinois) dans trente technologies-clés : films pour fonds d'écrans plats, disques durs, fibres carbone, batteries Lithium-ion pour portables et véhicules électriques, etc. Autant dire que sur ces composants discrets, les marges bénéficiaires sont confortables et permettent de financer de nouvelles recherches afin de garder un temps d'avance sur le voisin coréen et sur la Chine qui, partie de très loin, rattrape à pas de géant. Prenons l'exemple des énergies renouvelables : la Chine a déjà le premier parc mondial d'éoliennes et produit 60% des panneaux solaires du globe (avec des composants nippons !).

Le deuxième champ de croissance, qui prend le relais des activités manufacturières élémentaires, est celui des services à la personne et, en particulier, des services aux personnes âgées. Cela prend parfois une tournure pittoresque quand deux sociétés se disputent le marché du recyclage des 5 milliards de couches pour adultes. C'est un domaine d'innovation et d'embauche en rapide expansion, où les seniors sont à la fois consommateurs et acteurs. On prévoit que des robots viendront surveiller discrètement le grand-père ou la grand-mère vivant seul(e). Mais l'ambition, beaucoup plus grande, est celle d'un projet de société et d'économie du futur : faire travailler les jeunes seniors au service des plus anciens dans des entreprises adéquates.

Lisons le plan de développement à dix ans que la ville de Tokyo (le grand Tokyo de 12,6 millions d'habitants) a publié en 2006. Passons sur les cartes magnifiques qui organisent les transports, l'habitat, la culture, les espaces verts, les pôles technologiques et regardons la façon dont les vieux sont traités. Avec lyrisme (peut-être un peu électoral ?) : « les citoyens seniors ont une vie saine et active » ! La question n'est pas de repousser l'âge de la retraite mais de permettre aux fringants sexa- et septuagénaires de continuer à travailler pour rester en forme et aussi compléter une retraite qui s'amenuise, puisque le nombre de cotisants s'essouffle derrière le nombre des bénéficiaires. Il faut aller au Japon pour lire dans un document prospectif l'ambition de multiplier les « entrepreneurs sociaux », ces nouveaux « leaders » qui aideront à résoudre les défis sociaux posés par l'aide aux personnes âgées (« care » dans la version anglaise) et la prise en charge des jeunes enfants.

Le Japon du futur ouvre une voie de développement qui allie deux économies complémentaires plus qu'opposées. D'un côté, une économie mondialisée, à très fort contenu de RD, qui combine hauts salaires et productivité élevée et croissante. De l'autre, une économie localisée, avec salaires et productivité modérés, où les seniors trouveront à s'employer longtemps, mais qui pourra aussi accueillir les jeunes peu diplômés ou les mères de famille qui reprennent le travail à quarante ans. Cette économie localisée n'est pas rebelle à l'innovation, bien au contraire, mais l'innovation y est davantage sociale que technique.

Le Japon ouvre donc la perspective d'un nouveau dualisme, qui contredit des principes bien établis en France. Par exemple, celui selon lequel le salaire doit croître avec l'ancienneté, principe cardinal de la fonction publique et de nombreuses entreprises privées. Certains auraient une carrière assez plate dans le deuxième secteur, parce que la productivité y progresse peu (mais n'est-ce pas mieux que de vivre avec le revenu minimum social ?). D'autres auraient une carrière ascendante dans le secteur technologique, où la productivité monte rapidement, puis entameraient à partir de 60 ans un deuxième parcours à horaires et revenus mesurés venant en sus de la retraite.

S'esquisse un vaste programme pour notre cher pays ! Investir fort dans la recherche fondamentale et appliquée pour rester dans la première division de la compétition de demain. Croire à l'entrepreneuriat social dans les services à la personne. Le tout dans une Europe en faible croissance, car il en va des pays comme des individus : il y a un temps pour la croissance, un temps pour l'activité, un temps pour la maturité.

Cette croissance faible serait le contraire d'une économie figée : il faudra toute l'énergie de la jeunesse pour éviter de glisser dans le fossé du déclin, dont la France s'approche dangereusement depuis une génération.

Christian Sautter